



Actes de la journée du 10 décembre 2009

« L'évaluation des actions d'Education au développement et à la solidarité internationale »

Objectifs de cette journée

- Présenter deux co-productions complémentaires dont l'objectif est d'aider les acteurs de l'éducation au développement et à la solidarité internationale (ead-si) à auto-évaluer leurs actions.
- Echanger sur ces outils et sur la façon de renforcer et prolonger ce travail sur l'auto-évaluation en appui aux acteurs de l'ead-si.
- Elargir le débat sur les enjeux et les spécificités de l'évaluation de l'ead-si.

Plan des actes

Sens et démarche des partenariats mis en œuvre par Educasol et enjeux de l'évaluation en ead-si

Intervention introductive : Anne Kaboré (Educasol).....p.2

Renforcer les pratiques d'auto-évaluation des acteurs de l'ead-si

- Présentation du *Guide méthodologique : Comment auto-évaluer ses actions d'ead-si ?* (Educasol-F3E)

Intervenant : Gilbert Graugnard (CIEDEL).....p.6

- Présentation du *Répertoire d'outils d'évaluation en ead-si* (Educasol-ITECO)

Intervenante : Brigitte Gaïffe (ITECO).....p.7

- Appropriation des outils par un travail en sous groupes.....p.9

Les enjeux de l'évaluation en ead-si

- Principaux points d'achoppement pour réaliser une évaluation, complémentarité entre auto-évaluation et évaluation externe et intérêt de l'accompagnement, la problématique de l'impact

Intervenante : Catherine Cyrot (Evaluatrice)p.11

- Etats de la question en Belgique : Enjeux, positionnements des acteurs

Intervenante : Adélie Miguel Sierra (ITECO).....p.14

Synthèse et conclusion de la journée

Intervenante : Anne Kaboré (Educasol).....p.15

Intervention introductive : Anne Kaboré (Educasol)

Cette journée d'échange et de rencontre d'un format qui est maintenant devenu familier, aux membres d'Educasol tout au moins, est exceptionnelle à deux titres au moins :

- C'est une journée organisée à plusieurs structures partenaires d'Educasol :
 - Le F3E (Fonds pour la promotion des Etudes préalables, Etudes transversales et des Evaluations) : partenaire d'Educasol depuis maintenant trois ans sur la mise en œuvre d'une démarche de production collective et de formation autour de l'évaluation des pratiques d'ead-si.
 - Le CIEDEL, (Centre international d'étude pour le développement local), institut universitaire de l'Université Catholique de Lyon, qui a accompagné le F3E et Educasol dans la réalisation de ce travail en partenariat.
 - ITECO, vers qui Educasol s'est tournée afin de co-produire un outil complémentaire au guide méthodologique co-produit par Educasol et le F3E. Il s'agit d'un « Répertoire d'outils d'évaluation en ead » en cours de finalisation. ITECO est une ASBL belge, partenaire d'Educasol depuis une dizaine d'années alors même qu'Educasol était en gestation dans le cadre du programme Terre d'Avenir ; association référente, pour nous acteurs associatifs français de l'ead-si, en Belgique sur le champ de l'ead-si.
- C'est pour Educasol et ses partenaires une journée d'étape qui à la fois va nous permettre de partager le résultat de ce travail en partenariat, mais qui aussi doit nous permettre de voir comment on peut se renforcer mutuellement sur ce chantier de l'évaluation autour de deux préoccupations sur lesquelles les membres d'Educasol se mobilisent depuis maintenant 5 ans et qui font chacune l'objet des deux temps de la journée.

1. Renforcer leur capacité et (principalement) celle de leurs acteurs de terrain à évaluer leurs actions d'ead-si (1^{er} temps).
2. Mais aussi attirer l'attention en particulier des pouvoirs publics et des bailleurs sur les spécificités de l'ead-si, élément du chapeau plus large de l'APD ou même de la « sensibilisation de l'opinion publique aux questions de coopération internationale pour le développement », et sur la nécessaire prise en compte de ces spécificités pour appréhender -entre autres- la question de l'évaluation. Ce travail d'interpellation des pouvoirs publics nécessite d'abord de définir entre nous, acteurs associatifs, les enjeux de ce chantier et les éléments qui sont pour nous significatifs et important de prendre en compte lorsqu'on se met dans une perspective de réflexion collective sur l'évaluation dans le champ de l'ead-si.

Deux bref rappel historique sur la manière dont Educasol a abordé ces deux objectifs.

I) Sens et démarche des partenariats mis en œuvre : renforcer les capacités des acteurs à évaluer leurs actions

- Le **Rapport Evalua** paru en 2003 (évaluation des actions d'ead cofinancées par le Ministère des affaires étrangères 1994-2001) formulait entre autre dans ses recommandations : Accompagner la professionnalisation et la structuration des Associations de Solidarité Internationale intervenant en Education à la Solidarité Internationale en particulier en encourageant la diffusion des pratiques d'évaluation et de capitalisation en éducation à la solidarité internationale.
- C'est dans cette perspective que le groupe de travail Formation de Educasol (suite à la réalisation de 4 modules de formation dits de base sur l'ead-si (dont un temps était consacré à l'évaluation) a organisé une **1^{ère} Journée de réflexion et d'échange de savoirs le 1^{er} octobre 2004 sur le thème « Evaluer en ead-si : quels enjeux ? Qui évalue, pour qui, quoi et comment évaluer ? »**. Au terme de cette journée, nous avons entre autre lancé une dynamique de capitalisation d'expériences.
- Ceci se traduira par la publication d'un recueil d'expérience **« Comment les acteurs évaluent-ils leurs actions d'ead-si ? Exemple de pratiques »**.
=> Prise de conscience que l'on avait rassemblé une « matière première » riche et mouvante. Nous avions du mal à distinguer clairement ce qui était du ressort de la capitalisation et du ressort de l'évaluation. Nous avions besoin d'un regard extérieur et expert pour y voir plus clair et pour systématiser les enseignements de cette

capitalisation et en reconstituer les fruits à ses acteurs sous forme d'une plus-value. C'est là qu'a commencé l'aventure commune avec le F3E.

- Educasol et le F3E (dont plusieurs membres d'Educasol sont aussi membres) ont décidé de mutualiser dans le cadre d'un partenariat leurs compétences en ead-si et en évaluation. Pour ce faire nous avons bénéficié de l'accompagnement de personnes ressources à la fois formateurs et ayant une expertise sur les questions d'évaluation, et c'est à ce titre que le CIEDEL s'est impliqué à chaque étape de cette démarche initiée par le F3E et Educasol.

- **Le Ciedel a réalisé une analyse transversale des pratiques recensées dans le recueil d'expériences, enrichie d'entretien avec les acteurs.** L'analyse pose des constats et des questions :

Constats

- Les pratiques les plus utilisées sont celles de l'auto-évaluation.
- L'évaluation repose souvent sur la contribution volontaire des acteurs.
- Pas de méthodologie spécifique et le traitement des éléments qui remontent de la collecte d'information reste problématique.

Questions :

- Y a-t-il une spécificité de l'évaluation en ead-si : est-elle liée à la nature des actions (informer éduquer, agir) ou à la nature des acteurs (opérateurs militants porteurs de leurs propres valeurs) ?
 - Choisir entre 2 options : évaluer la réalisation des actions (déroulement et effet immédiats) ou leur impact en termes de changement ?
 - Fait-on le choix de l'évaluation par « le bas » (actions auprès du public) ou par le haut (évaluation de dispositifs stratégique) ?
 - De quels outils méthodologiques sur l'évaluation a-t-on besoin ?
- Ces constats et questions ont été débattues lors d'une 2^{ème} journée d'échange sur **L'évaluation des actions d'ead-si : quelles pratiques ? Quelles démarches ?**, co-organisée avec le F3E et le CIEDEL le 12 décembre 2006.
 - Une des recommandations de la journée a été de s'enrichir sur cette thématique du regard d'autres acteurs intervenant dans des champs proches de celui de l'ead : éducation au développement durable, acteurs impliqués sur le champ de l'utilité sociale ou sur celui de l'éducation populaire. C'est à ce titre qu'Adélie Miguel Sierra de ITECO est intervenue à cette journée qui s'intitulait « **Croiser les regards sur l'évaluation des actions d'ead-si** », le 22 février 2007, recommandant de ne pas mettre en place d'usines à gaz et d'avoir des outils adaptés au cas par cas aux structures demandeuses.

Fort de ces échanges nous avons demandé à **l'AG d'Educasol** de trancher sur certaines questions afin de pouvoir orienter notre travail en partenariat sur la réalisation d'outils méthodologiques. **Priorité a été donnée de produire un outil méthodologique sur l'auto-évaluation à destination des acteurs de terrain.** Les raisons de ce choix :

- La volonté de partir de la pratique des acteurs de terrain : ceux qui donnent chair aux actions d'ead-si. En France : une multitude de bénévoles mais aussi des salariés.
 - La posture de ces acteurs : souvent à la fois concepteurs et réalisateur de leurs actions d'ead-si, parfois maîtres d'œuvre d'actions conçues par des collectifs plus large mais toujours à l'interface avec les publics visés et à ce titre 1^{ers} intéressés à faire le point sur leurs actions et à vouloir en améliorer la conception et la mise en œuvre.
 - La fonction d'apprentissage renforcée dans les démarches d'auto-évaluation paraissait particulièrement adéquate et constitutive même d'une démarche éducative.
 - La dimension incontournable des auto-évaluations menées par les acteurs de terrain ayant en charge la mise en œuvre au niveau local de campagne nationale ou de programme d'ead-si, y compris dans le cas où une évaluation externe est prévue (voir C Cyrot ci-dessous).
 - L'intérêt suscité par l'auto-évaluation, y compris auprès des campagnes elles même (ex : expérience DLM ou SSI qui ont mis en œuvre des démarches d'auto-évaluation continue).
 - Et enfin l'aspect économique : l'auto-évaluation peut ne pas coûter cher alors qu'une évaluation externe coûte toujours cher et que les acteurs de l'ead-si font en fonction de leur moyens...
- En **2007-2008 deux sessions de formation** on permis de tester et d'enrichir le cadre de référence du guide méthodologique.
 - L'aboutissement de la démarche s'est traduit par la publication du « **Guide méthodologique : comment auto-évaluer ses actions d'ead-si ?** ». La colonne vertébrale de ce guide est le cadre de référence qui développe une proposition de démarche en 8 étapes.

Une étape nous est apparue à Educasol comme étant particulièrement décisive pour aider concrètement les acteurs à mettre le pied à l'étrier de l'auto-évaluation : celle consacrée au **choix d'une méthode et à la réalisation d'outils pour auto-évaluer ses actions** (étapes 6 et 7 du guide). Nous nous sommes donc tournés vers ITECO avec qui nous sommes en train de finaliser un « **Répertoire d'outils d'évaluation en ead-si** ».

Pour conclure : A l'origine de ces deux publications, un travail de capitalisation d'une part d'expériences d'évaluation menée par des acteurs divers et d'autre part de pratiques d'animations dont les outils ont été systématisés dans la perspective d'évaluer une action d'ead-si. Le guide propose un cheminement intellectuel et méthodologique, ponctué par des questions et illustré par des expériences. Le répertoire propose une palette d'outils, dont aucun n'est un outil clé en main, qui permettent à la créativité des acteurs de s'appuyer sur des types d'outils dont l'appropriation est facilitée par la formulation de consignes d'utilisation.

Ce travail a été enrichissant pour chacune de nos structures aussi dans le sens où nous avons dû apprendre à nous comprendre et à faire converger nos cultures professionnelles !!!

Parallèlement à ce travail, nous avons à Educasol posé des jalons sur les enjeux plus larges que représentait pour nous la question de l'évaluation.

II) Les jalons posés par Educasol sur la question plus large des enjeux de l'évaluation sur le champs de l'ead-si

• Dans le cadre du **Séminaire de Paris des 9 et 10 décembre 2004** sur « L'évaluation, la capitalisation et l'appréciation de l'impact au service de la qualité des actions et du dialogue politique entre les acteurs du développement », Educasol (membre du Forum Ead) a été sollicitée pour présenter une intervention sur le thème de « L'impact au Nord ». A cette occasion nous avons souligné trois éléments :

▪ **L'inadéquation du vocabulaire** utilisé par le document qui a servi de base de travail à cette réunion pour rendre compte de la spécificité de l'ead-si- comprise comme remplissant une mission de service public, mission éducative et de renforcement de la citoyenneté au Nord.

Exemples :

- L'approche de l'impact développée en terme de : « *changements (sociaux, politiques, économiques, environnementaux) dans les conditions de vie des populations* ».

En effet, l'éducation au développement travaille sur le champ du changement mais celui des représentations et des comportements plutôt que sur celui des conditions de vie. Certes la notion de changement des conditions de vie est présente puisqu'il s'agit (à terme) d'agir sur les causes et les conséquences du « mal-développement » au Nord et au Sud (encore qu'une action d'ead-si sur la question des discriminations crée du lien social et contribue à modifier les conditions de vie des population du Nord...).

- La notion de prise en compte des besoins par des « bénéficiaires » stricto sensu n'est pas forcément adéquate. L'ead-si vise plus à créer un besoin de solidarité et de changements, à travers une prise de conscience, qu'à répondre à un besoin qui se traduirait en termes de manque. Son objectif consiste à rendre les gens acteurs du processus éducatif, même si on parle de « public cible ».

- Enfin la notion de terrain était comprise comme « projet de terrain au Sud ». Or en ead-si il s'agit bien de mobiliser les membres de la société civile au Nord, en lien avec la société civile au Sud. On peut donc considérer que la référence au « terrain » en termes d'ancrage local est pertinente aussi dans l'ead-si, mais que ce terrain est le Nord.

▪ Le document de travail de la conférence pointait la plus value apportée par les ONG de « développement ». Nous avons proposé de traduire ces plus values en les adaptant au travail fait par les acteurs associatifs de l'ead-si dans **cette mission éducative de renforcement de la citoyenneté**. Cette plus value se traduit par :

- Des « **savoir faire spécifiques** » au service d'une grande diversité d'actions : actions de sensibilisation auprès du grand public, actions éducatives auprès de publics spécifiques très divers, activités de lobbying (*ensemble d'actions, de techniques d'informations et de communication en vue d'orienter une décision dans un sens favorable à l'intérêt général, définition de Coordination Sud*).

- « **La défense des valeurs** » (et principalement celle de la solidarité internationale comme vecteur de changement au niveau international et national).

- « **L'engagement socio-politique** » : l'objectif est de travailler sur nos territoires avec les structures qui peuvent à un titre ou un autre offrir un cadre propice à l'ead-si (ex : conseils de jeunes, comité d'entreprises...), d'établir des alliances avec les expressions du mouvement altermondialiste (ATTAC, implication dans les forums sociaux...).

- *L'accompagnement de dynamiques multi-acteurs* (travail de formation auprès des militants des ONG, des enseignants, des collectivités territoriales, travail avec les syndicats, les centres sociaux, les maisons de quartiers...).
 - *La mobilisation des citoyens*, par le fait que la plupart des actions d'ead-si mobilisent un grand nombre de bénévoles.
 - *La capacité à partir du travail avec leurs partenaires du Sud*, de tirer des enseignements des situations de terrain au Sud pour alimenter les réflexions plus globales sur les modèles de développement et les modes de vie au Nord.
- Enfin nous insistions sur la nécessité **de distinguer impact global et effet local ou partiel** des actions d'ead-si.
- Présentation d'un texte sur « Les difficultés à mesurer les résultats des actions de sensibilisation » à l'occasion de la **journée d'étude sur la « Sensibilisation de l'opinion publique à la solidarité internationale - Agir ensemble », organisée par le HCCI le 20 janvier 2005**. Nous avons rappelé :

- **Les difficultés liées à la nature même de ce qui est « mesuré »** : un acte éducatif.
 - La nécessité d'avoir le stade initial auquel comparer puisqu'on apprécie un changement.
 - La difficulté à déterminer le lien de causalité entre le résultat et l'action d'ead, difficulté accrue par la diversité des acteurs impliqués sur le champ de la coopération internationale.
 - La diversité des publics et donc des méthodes appropriées pour évaluer les résultats.
 - La nécessaire prise en compte du facteur temps. Cette difficulté est aggravée par les modalités de co-financement (à court terme et basé sur une notion implicite d'efficacité).
- **La nécessité de revisiter la notion même de résultat et d'impact.**
 - Nécessité de distinguer l'effet local ou partiel des actions ou programmes d'ead-si : en étudiant l'interaction du projet d'ead-si sur son environnement immédiat, en appréciant les effets positifs ou négatifs qui permettent de porter un regard sur la qualité des actions.

Ce n'est pas toujours facile, mais c'est du ressort des acteurs par le biais de l'auto-évaluation (assistée ou pas) et des évaluateurs externes ayant une perception claire des finalités et enjeux de l'ead-si.

 - De l'analyse de l'impact global : en quoi ces actions de sensibilisation permettent-elles de contribuer à renforcer l'intérêt des citoyens pour la coopération et à les associer à la construction d'une nouvelle coopération internationale pour le développement porteuse de changements réels au Sud et au Nord ? Cette question dépasse largement chaque acteur ou groupe d'acteur. Il s'agit d'interroger l'impact dans un « esprit de co-responsabilité » des différents acteurs impliqués dans le champ de la coopération internationale (les actions des uns pouvant annuler les efforts des autres -y compris à l'intérieur d'une même catégorie d'acteurs...). Cette approche nécessite d'aborder la question sous l'angle de la cohérence entre les politiques (et pas simplement éducatives), les discours et messages transmis par les médias et les actions ; et soulève des enjeux politiques, méthodologiques, institutionnels et de cohérence des procédures et instruments financier.
- **La nécessité de dépasser la « mesure des résultats » pour appréhender les aires de changement.**

Enfin, liée à l'appréciation de l'impact, la **capitalisation** comme démarche encourageant l'apprentissage mutuel et l'appréhension des aires de changement, apparaît particulièrement pertinente pour valoriser et approfondir des domaines d'innovations portés par les pratiques d'ead-si, tels que :

 - Le travail en partenariat avec d'autres acteurs (écoles, collectifs régionaux, syndicats, mouvement d'éducation populaire...).
 - L'articulation entre action d'ead-si et actualité politique et économique (permettre au public de comprendre les enjeux des rendez-vous internationaux).
 - Le passage du rôle de public cible à celui de partenaire dans un second temps.
 - La participation des acteurs du Sud...

Pour conclure : *Ce qui est en débat aujourd'hui n'est pas l'intérêt à évaluer les actions d'ead-si, mais bien la nécessité de le faire et à quelles fins.*

Une illustration : Le renforcement du soutien de l'opinion publique en faveur de l'APD est présenté comme un indicateur type de résultat pour les bailleurs de fond de l'ead-si. Pour un acteur de l'ead-si, par contre, le fait qu'un individu apprenne à se montrer critique à l'égard des dépenses d'aide peut être considéré comme un élément positif d'appréciation de l'impact de son action éducative. Ce hiatus (voir Cahier de politique économique n°35, OCDE 2008) illustre la complexité de la question de l'évaluation appliquée au domaine de l'ead-si. Qui évalue ? Selon quels critères ? En référence à quels objectifs attribués à l'action éducative ?

Une opportunité : Le changement de nature du bailleur de l'ead-si (anciennement Ministère des affaires étrangères et actuellement Agence Française de Développement traditionnellement absente du champ de l'ead-si), ajouté à la Déclaration de Paris (sur l'efficacité de l'aide), nous amène à devoir nous préparer à être réactif sur la question de l'évaluation des actions d'ead-si. Comment les acteurs associatifs de l'ead-si peuvent-ils se préparer à argumenter sur la plus value apportée par leurs actions ? Comment aborder la question de l'impact ? Quelle perception peuvent avoir les bailleurs institutionnels de cette question ? Pour avancer dans ce questionnement, il nous est apparu très utile de s'enrichir de l'expérience belge.

Enfin la **réunion AFD/Educasol du 27 novembre 2009** a permis de constater que nous étions tous préoccupés par la question de l'impact. Formulée par nos interlocuteurs institutionnels, la question est : « Fait-on changer les lignes de l'opinion publique ? Vous ONG vous faites un travail « micro », mais quid de l'impact ? ». C'est aussi pour poursuivre ce débat et en clarifier les termes que nous nous réjouissons de la tenue de cette journée et de la présence parmi nous de Patricia Bay (représentante de l'AFD).

Renforcer les pratiques d'auto-évaluation des acteurs de l'ead-si

■ Présentation du *Guide méthodologique : Comment auto-évaluer ses actions d'ead-si ?* (Educasol-F3E)
Intervenant : Gilbert Graugnard (CIEDEL)

Ce guide présente une démarche d'auto-évaluation des actions d'ead-si en huit étapes linéaires.

Il est le résultat d'une capitalisation d'expérience menée auprès d'une grande diversité d'acteurs. Dans cette approche, un des risques était de faire un guide transversal ne reprenant que les aspects communs aux diverses situations rencontrées. Il aurait pu, à contrario, n'être qu'une juxtaposition d'expériences ne permettant pas d'établir un référentiel méthodologique.

Nous avons donc tenté d'établir une méthodologie générale pouvant s'appliquer à des pratiques et des approches différentes, en évitant la logique minimaliste du plus petit dénominateur commun.

Il est aussi le résultat d'un regard particulier (celui des co-auteurs) partageant une culture de l'évaluation externe qui se réfère à des « normes » et qui a été adaptée aux acteurs de l'ead-si qui préfèrent parler de « référentiel ». D'où l'importance du glossaire permettant de préciser le sens des divers concepts spécifiques de l'évaluation.

La méthode présentée permet de construire une démarche d'évaluation destinée en priorité à l'amélioration qualitative des pratiques des acteurs de l'ead-si. Elle permet également, si on le souhaite, d'évaluer les actions elles mêmes.

L'évaluation de l'impact, c'est-à-dire l'identification à 5 ou 10 ans des changements durables produits par les actions n'a pour l'instant pas été pris en compte car elle suppose, en préalable, qu'un minimum de « culture de l'évaluation » soit établie, et que les moyens matériels liés à ce type d'évaluation soient disponibles.

Au travers du guide, les acteurs de l'ead-si disposent dans l'immédiat d'un document d'initiation leur permettant de conduire des évaluations avec les moyens humains et matériels disponibles. Ils pourront ainsi améliorer leurs pratiques et mettre en place petit à petit une culture de l'évaluation.

Présentation de la structure du guide :

- Partie 1 : éléments sur l'auto-évaluation (pourquoi évaluer, les formes d'évaluation, ce que ça peut nous apporter).
- Partie 2 : proposition d'une méthode d'évaluation sur laquelle on peut s'appuyer pour passer à l'acte.
- Des fiches techniques : cadre de référence, typologie des évaluations, l'auto-évaluation, les indicateurs d'évaluation, la capitalisation.

Le cœur du guide est le cadre de référence qui propose une démarche d'auto-évaluation en 8 étapes :

- Etape 1 : Définir l'action que l'on veut évaluer
- Etape 2 : Préciser les objectifs de l'auto-évaluation
- Etape 3 : Déterminer qui fait quoi dans l'auto-évaluation
- Etape 4 : Préciser ce que l'on cherche à évaluer
- Etape 5 : Choisir des critères et des indicateurs
- Etape 6 : Choisir une méthode et des outils
- Etape 7 : Réaliser l'auto-évaluation
- Etape 8 : Valoriser et utiliser les résultats

■ Présentation du *Répertoire d'outils d'évaluation en ead-si* (Educasol-ITECO).
Intervenante : Brigitte Gaïffe (ITECO)

Le répertoire a été conçu à partir du guide.

Dans toute éducation aux valeurs il y a plusieurs objectifs d'évaluation.

Le niveau des finalités, le niveau de la stratégie choisie, le champ de la réalisation pédagogique :

1. Champ des activités socio-professionnelles et de la vie quotidienne
Ex : Amener les organisations de jeunesse à modifier leurs campagnes de solidarité nord-sud pour y intégrer davantage une perspective d'éducation politique
2. Champ des formes institutionnelles de la formation
Ex : Mettre en place des formations de courte durée qui amènent chaque participant à confronter ses représentations à celles des autres et à certains modèles théoriques.
3. Champ de la réalisation pédagogique
Ex : Amener chaque participant à illustrer par un dessin ce qu'il entend par Nord-Sud.

Qu'est ce qui importe le plus, les questions de pédagogie ou celles liées à la finalité ?

Il faut viser l'articulation entre la réflexion pédagogique et ce qui se situe au niveau des finalités.

Par rapport à la problématique de l'évaluation, l'intérêt de ce modèle est de dépasser clairement le champ de la réalisation pédagogique. Ce qui importe, ce n'est pas tellement de s'assurer que chaque micro-objectif pédagogique soit atteint, mais plutôt :

1. que les objectifs généraux de la formation soient atteints ;
 2. que le cadre de référence est un cadre pertinent en vue de favoriser les transformations souhaitées ;
 3. que la formation est bien une voie pertinente pour provoquer des changements dans le champ des activités socio-professionnelles et de la vie quotidienne.
- Cela ne retire rien à l'importance d'une analyse sur la qualité des stratégies et des démarches pédagogiques, mais ce modèle met en évidence l'intérêt d'une articulation entre la réflexion pédagogique et ce qui est situé en amont de celle-ci.
- La définition des objectifs part logiquement du champ des activités professionnelles ou sociales pour évoluer vers le champ pédagogique. L'évaluation des objectifs suit une voie inverse.

Dans l'éducation aux valeurs, il y a trois niveaux de changements :

- *Connaissances (éducation sur le développement) :*
 - Nouvelles connaissances qui reposent sur les mêmes valeurs que les connaissances précédemment maîtrisées.
 - Nouvelles connaissances qui bousculent les valeurs de la personne et réorganisent sa représentation de la réalité.
- *Attitudes (éducation comme développement) :* fondées sur des valeurs qui structurent la pensée et l'organisation de vie. Les attitudes ont des composantes cognitive, émotive et comportementale.
- *Comportements (éducation pour le développement) :* actes concrets et observables qui révèlent ces attitudes.

En éducation au développement, on cherche à agir sur ces trois niveaux, avec le but que les personnes deviennent elles-mêmes des acteurs de changement social.

Le but du répertoire est :

- D'identifier des techniques de recueil de données pertinentes en éducation au développement et donc de renforcer la pratique d'évaluation des animateurs de base.
- Faciliter l'opérationnalisation de l'étape 7 du guide méthodologique « Comment auto-évaluer ses actions? », co-produit par Educasol & F3E, réalisé par le CIEDEL.

Les outils présentés sont des outils expérimentés par le réseau d'ITECO et des outils extraits du recueil d'expériences d'Educasol.

Plus largement il s'agit de :

- Faciliter l'intégration du recueil de données au sein même des activités éducatives afin de ne pas multiplier les supports.
- Améliorer la pertinence de son action sur le terrain.
- Développer une culture de l'évaluation formative (évaluer pour évoluer...).
- Les choix stratégiques sont :
 1. de permettre le recueil des données principalement du niveau d'objectif 2 et 3 (stratégie et champ de la réalisation pédagogique)
 2. de se situer dans une démarche qualitative
 3. de travailler sur la cohérence entre outil d'évaluation et approche pédagogique (est-ce que l'on se situe sur le champ du cognitif, du ressenti, de l'émotionnel ?)
- La démarche est de s'informer (recueillir des données), apprécier (analyser les données en fonction de références acquises ou à construire) et de proposer (faire des recommandations).

Il est prévu d'intégrer aussi des fiches (qui abordent la question de l'impact) à destination des têtes de réseaux.

Sommaire du répertoire

1. Introduction
2. Recommandations méthodologiques sur le recueil des données et leur analyse
3. Fiches :
 - ✓ 18 techniques d'évaluation dans le cadre d'une action éducative
 - ✓ 4 grilles d'évaluation d'outils pédagogiques
4. Glossaire
5. Bibliographie et sitographie

Trame des fiches présentant les outils du répertoire :

- Objectifs de l'outil d'évaluation
- Déroulement
 - Consignes
 - Etapes
 - Supports nécessaires
 - Nombre de participant-es
 - Durée
- Atouts et limites de l'outil
- Interprétation des données
- Conseils
- Variantes
- Exemple

Exemples d'outils (techniques) d'évaluation classés en fonction des objets de l'évaluation

Objet de l'évaluation	Techniques
Expression et évolution des motivations	<ul style="list-style-type: none"> • Expression écrite et analyse structurale des contenus
Emergence et évolution des représentations sur des thématiques	<ul style="list-style-type: none"> • Photo-langage (affiches, dessins, objets, ...) • Métaphores • Mur parlant
Capacité à prendre en compte la complexité des rapports humains	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en situation • Jeu de rôle
Changements induits par l'action éducative au niveau des concepts, des attitudes et des comportements	<ul style="list-style-type: none"> • Théâtralisation d'une situation problème • Analyse d'incidents critiques • Boussole pour l'action • Conception d'une production pédagogique

Degré de satisfaction	<ul style="list-style-type: none"> • Pictogrammes • La cible ou thermomètre
Acquis de l'activité et faisabilité dans la pratique	<ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire en fin de parcours (selon les 4 cadrans) • Tour de table
Effets induits par l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire 6 mois après • Atelier participatif • Entretien semi directif

La finalisation de ce répertoire est en cours.

Une journée de présentation du guide sera organisée avec les partenaires de cette journée du 10 décembre 2009 en Belgique.

■ Echanges avec la salle

- Comment on aborde la question du passage des changements individuels aux changements collectifs ?
- La question de l'évaluation de la pédagogie n'est pas déconnectée de celle de l'impact (le renforcement de l'une accroît l'impact de l'action).
- Comment utiliser des outils d'évaluation plutôt conçus pour des formations dans le cadre de temps ponctuels courts auprès d'un grand public ?
- Importance de valoriser tout ce qui se dit et se fait déjà en terme d'évaluation.

- Il apparaît que les **dispositifs et campagnes d'ead-si** sont souvent structurés avec une tête de réseau au niveau national, des relais à un niveau intermédiaire qui peut être régional, et des acteurs qui mettent en œuvre les actions sur le terrain. Le développement de la pratique de l'(auto-)évaluation dans ces dispositifs, pour permettre une collecte et une remontée d'informations pour une consolidation aux niveaux intermédiaire et national, nécessite d'avoir des pratiques d'(auto-)évaluation relativement harmonisés entre les différents niveaux d'acteurs.

A quels niveaux d'acteurs rechercher une harmonisation ? Les niveaux intermédiaire et national semblent avoir un rôle particulier à jouer sur ce plan en termes d'impulsion / animation de la réflexion, en interaction avec les acteurs qui mettent en œuvre les actions sur le terrain en tenant compte de leur motivation et de leur disponibilité pour l'évaluation.

Sur quoi rechercher une harmonisation ? Sur les questions que l'on se pose par rapport aux actions (questions évaluatives) ? Sur les critères indicateurs utilisés pour évaluer ? Sur les outils utilisés pour collecter et traiter l'information dans une perspective d'évaluation ? Il semble que les outils ne constituent pas une fin en eux-mêmes, qu'ils doivent s'inscrire dans une démarche de questionnement et de traitement évaluatif (« Il n'y a pas d'outils si il n'y a pas de chantier »), et que c'est peut-être sur cet aspect qu'il faut rechercher une harmonisation des pratiques d'(auto-) évaluation.

■ Appropriation des outils par un travail en sous-groupes : Restitution des travaux de groupe

Ce temps avait pour objectif de permettre aux participants répartis en deux groupes de travail de s'approprier la démarche d'évaluation proposée par chacun des deux outils (guide et répertoire). Il s'agissait de définir des questions évaluatives ainsi qu'une méthode de collecte et de traitement des données à partir de deux études de cas. L'une portait sur l'utilisation d'un photo langage dans le cadre d'une réunion de préparation au voyage (groupe 1) et l'autre portait sur l'utilisation d'un jeu de rôle dans le cadre d'une animation en milieu scolaire (groupe 2). (Voir annexes 2 et 4 du guide méthodologique).

Les points saillant du groupe 1 / Etude de cas CCFD : « En Savoie, une proposition d'accompagnement au voyage à l'étranger ». Restitution Lilian Pioch (F3E)

1^{er} temps : sur le guide (questions évaluatives)

Consigne du travail en groupe :

A partir du temps 2 de cette action (formation « préparation au départ »), lister les questions évaluatives possibles en petit groupe puis retour en grand groupe pour restitution du travail des petits groupes, identification

d'une question évaluative centrale et réflexion avec les apports de l'animateur sur les critères et indicateurs pour cette question.

Eléments de restitution en plénière du travail du groupe, autour des atouts et difficultés de l'outil et du questionnement qu'il soulève :

- Une réflexion structurée autour des questions évaluatives permet de faire émerger de nombreuses questions, autour de 2 grands champs principaux pour cette étude de cas : sur la qualité de l'action (l'animation, les outils utilisés...) et sur les changements opérés par l'action chez le public.
- Il est difficile de tout évaluer, en même temps tout au moins. Il est donc important de prioriser la ou les quelques question(s) principale(s) que l'on souhaite traiter : réaliser cette priorisation nous amène à nous interroger sur nos principaux enjeux par rapport à l'action et à l'évaluation qu'on en fait, et nous renvoie aux finalités de notre action, à nos objectifs pédagogiques.
- Répondre aux questions sur les changements nécessite d'avoir une image de la situation de départ du public au début du week-end (sur ses motivations, ses représentations...). La réponse aux questions sur les changements peut être recherchée à la fin du week-end, ou encore au week-end suivant (week-end de relecture au retour de voyage).
- L'existence de cette image de la situation de départ du public, qui est utile à plusieurs titres, illustre l'interaction entre la démarche pédagogique et la démarche évaluative.

2^{ème} temps : sur le répertoire (grille de référence pour la collecte et le traitement des données)

Consigne du travail en groupe :

Autour de la question évaluative « Les outils proposés ont-ils permis aux jeunes d'identifier leurs motivations ? », du critère « Capacité à faire fonctionner chaque outil (efficacité) » et de l'indicateur « Diversité des motivations exprimées », élaboration en petits groupes d'une grille de références, de catégories de motivations possibles du public, qui va nous permettre d'analyser et d'apprécier la diversité des motivations exprimées à travers la technique du photo-langage, et restitution / discussion en grand groupe avec les apports de l'animatrice.

Eléments de restitution en plénière du travail du groupe, autour des atouts et difficultés de l'outil et du questionnement qu'il soulève :

- Plusieurs motivations apparaissent dans les travaux en petits groupes, les classer par catégories nécessite une réflexion collective. Il y a plusieurs points de vue pour apprécier les catégories (celui du public, celui de l'animateur...), et il est important de rechercher la plus grande objectivité possible dans ce classement. Un croisement des points de vue de l'animateur et du public peut être utile pour cela.
- La réflexion en petits groupes permet de montrer la diversité des motivations possibles, ce qui doit permettre en situation réelle de renseigner l'indicateur (« diversité des motivations exprimées ») et tend à confirmer sa pertinence.
- En s'interrogeant sur « que peut-on faire de cet exercice dans notre action ? », on se rend compte qu'il peut être utile dans une perspective d'évaluation (pour apprécier des évolutions des motivations du public à partir des catégories), mais également dans une perspective d'amélioration de notre action à travers l'adaptation de notre pédagogie (en mettant en lumière la diversité des motivations du public).
- Cela illustre également, comme pour le travail du groupe sur les questions évaluatives à partir du guide, l'interaction entre la démarche pédagogique et la démarche évaluative.

Les points saillants du groupe 2 / Etude de cas Starting-Block « Les villageois de Diambey ». [Restitution Anne Kaboré \(Educasol\)](#)

Pour travailler sur des outils de collecte de l'information, il faut savoir d'abord ce que l'on cherche. L'auto-évaluation engendre une démarche pragmatique. Il faut arrêter si l'on ne sait pas ce que l'on cherche.

D'où la nécessité de bien définir dès la conception de l'action d'où les objectifs et les intentions pédagogiques, sinon il sera impossible de formuler des questions évaluatives.

Se poser la question de savoir si l'outil que j'utilise en animation est pertinent par rapport à l'objectif de l'action éducative. Exemple : un jeu de rôle permet-il de questionner les représentations ? ou un jeu de rôle (adéquat pour un contrôle de connaissance de type cognitif) est-il adéquat pour évaluer un jeu de rôle qui fait plus appel au ressenti ? Chaque animateur peut utiliser un même jeu de manière différente et y attribuer des objectifs différents.

On peut utiliser l'outil d'animation comme outil d'évaluation. Exemple : faire l'auto évaluation à partir du matériel exprimé par le jeu de rôle.

Existe-t-il une objectivité dans l'évaluation ? Certainement pas dans la phase qui consiste à définir le référentiel, c'est-à-dire dans la détermination de la grille qui organise le contenu des données collectées (cela renvoie à la propre grille de lecture de l'évaluateur qu'il soit externe ou l'acteur lui-même). Par contre on peut plus facilement chercher une certaine objectivité dans la définition des critères. (Remarque : la Déclaration de Paris évoque la notion d'indicateurs non objectivement vérifiable : à creuser !).

Il serait intéressant de travailler sur un référentiel commun sur les fondements de l'ead-si. Mais attention, il ne s'agit pas de définir des normes (qui elles sont figées : ex : le socle de compétences définit ce qu'un enfant doit savoir).

Attention dans l'appréciation des données : l'animateur n'induit-il pas la parole des enfants (lui disent ce qu'il a envie d'attendre !). Il faut s'interroger sur ce que porte (en terme de représentation) l'animation elle-même. Elle apporte de toute façon un élément nouveau au contexte.

Le travail de classification (voir comment les informations sont catégorisées en fonction des enfants, origine des enfants, contexte social, proximité d'un centre de détention...) permet « d'apprécier » et donc de porter un jugement. Par exemple si dans le photo langage la représentation « pauvreté » ressort, on peut décider de faire porter la prochaine animation sur la pauvreté (concept, illustration, causes...). Il faut aussi se poser la question de savoir comment se fait le passage du jeu à la réalité, comment les participants font le lien avec l'avenir ?

Une phase importante est celle de la priorisation des questions évaluatives (du fait que l'on ne peut pas vouloir tout évaluer). En choisissant une question qui paraît prioritaire car elle touche un élément clé du dispositif, ne prend-t-on pas le risque d'en oublier d'autres nécessaires à poser avant et qui permettrait d'identifier des critères et des indicateurs réalistes ? Par exemple : s'assurer que le message véhiculé est le bon avant de vouloir évaluer un changement de regard plus critique sur la société. Il faut être réaliste dans la détermination des questions évaluatives.

Nécessité de prendre conscience des limites des outils d'évaluation : l'auto-évaluation donne des renseignements sur une partie seulement de l'activité. L'intérêt principal de ce travail est de s'auto-évaluer pour pouvoir éventuellement réadapter son animation après.

Le débat laisse apparaître la complexité de l'inter-action et du tri des questions évaluatives. Quels rôles peuvent avoir les têtes de réseaux dans la construction d'un référentiel commun ? Comment organiser le dialogue entre acteur de terrain et têtes de réseau (en particulier en charge de coordonner des campagnes nationales). Il est clair que la culture de l'évaluation ne peut pas être imposé en venant du haut !

Les enjeux de l'évaluation en ead-si

Principaux points d'achoppement pour réaliser une évaluation, complémentarité entre auto-évaluation et évaluation externe et intérêt de l'accompagnement, la problématique de l'impact.

Intervenante : Catherine Cyrot (Evaluatrice)

I) Les difficultés d'une évaluation

- Les termes de référence, entre termes de référence tellement précis qu'ils ne laissent aucune liberté à l'évaluateur dans ses propositions et termes de référence inexistantes ou imprécis qui laissent une grande marge de manœuvre, mais supposent de se projeter dans le contenu. Le rôle des termes de référence comme contrat et la nécessité de valider le processus avant même de commencer l'évaluation.
- L'organisation pointe des problèmes de communication, et même si ces derniers sont réels en termes d'organisation et de compétences, la cause en est bien souvent à rechercher dans le manque de clarté des objectifs, avec donc la nécessité de remonter vers les objectifs.
- L'existence d'indicateurs chiffrés de suivi est un élément clé pour donner de la profondeur dans le temps à l'évaluation, renforcer son objectivité, préciser l'analyse des actions et baisser les coûts de l'évaluation, son absence nécessite de les reconstituer à posteriori, ce qui est une opération aléatoire en terme de fiabilité et de rapport coût/efficacité.

- Dans une organisation impliquant de nombreux partenaires, l'évaluateur bute sur la clarification des tâches et du rôle de chacun, entre centralisation et décentralisation, trop de centralisation démotive, trop de décentralisation a un effet négatif sur la cohérence de l'action et sa visibilité.
- L'analyse d'impact presque systématiquement mise en avant dans la relation avec bailleurs et institutionnels publics est un exercice aléatoire (voir point 3).

2 Avantages et inconvénients des types d'évaluation

Type d'évaluation	Avantages	Inconvénients
Evaluation externe L'évaluateur prend la responsabilité de la conduite de l'évaluation et de ses recommandations à partir des termes de références rédigées par le demandeur.	Le recul du regard extérieur sur l'organisation permet de dégager les points clés de l'évaluation.	La critique même bienveillante peut être perçue comme source d'angoisse, d'où l'importance d'une approche participative qui permet aux évalués de s'approprier l'évaluation en cours : décision d'évaluer, degré de participation, méthodologie, processus, restitutions.
	L'évaluation met en lumière des relations de pouvoir entre associés ou entre associés et salariés, avec en conséquence une recommandation de clarification des rôles.	Difficulté du passage entre l'évaluation et sa mise en œuvre.
	L'évaluateur propose des solutions nouvelles, issues de son expérience dans d'autres organisations.	Coût financier.
	Matériel méthodologique et indicateurs bien intégrés.	Coût en temps de la relation avec l'évaluateur.
	Gestion rigoureuse dans le temps du calendrier.	
Autoévaluation Démarche qui engage l'organisation.	Les acteurs déterminent les objectifs et le processus de l'évaluation.	Manque du recul qu'apporte un regard extérieur sur l'organisation, avec le risque de se noyer dans les détails.
	L'organisation s'approprie les résultats de l'évaluation et la mise en œuvre en est facilitée.	Il est difficile d'être juge et partie quand on est impliqué.
	L'évaluation est l'occasion de relancer un projet sur de nouvelles bases.	Risque de dilution dans le temps de l'évaluation.
		Le personnel en charge de l'évaluation ne fait plus son travail quotidien et donc la capacité de travail en est affectée et les coûts cachés importants.
L'accompagnement L'évaluateur intervient comme animateur, formateur, conseiller en méthodologie.	Il joue un rôle de formation pour le projet, l'accompagnateur étant aussi formateur.	Il nécessite de la part de l'accompagnateur une bonne connaissance du milieu (à la suite d'une évaluation antérieure par exemple).
Il aide les acteurs à porter une appréciation commune et objective sur la conception, le déroulement et les résultats de l'action.	Il met à disposition de l'organisation les capacités méthodologiques de l'évaluateur externe.	Si le rôle de l'évaluateur n'est pas clairement défini, il risque de mélanger diagnostic et accompagnement du changement, d'où la nécessité de bien valider chaque étape avant d'engager la suivante.
L'évaluateur ne prend pas la responsabilité des conclusions de l'évaluation.		Les bailleurs se méfient d'une collusion possible entre l'évaluateur et l'objet évalué et de remettre en cause les résultats de l'évaluation,

		d'où la nécessité de clairement définir les rôles de chacun (cette difficulté peut être également rencontrée dans l'approche participative).
		Il ne règle pas la nécessité de dégager du temps dans l'organisation sauf à créer une équipe tripartite avec des stagiaires.

3) Evaluer l'impact

Dire de quoi on parle

Résultat : ensemble des produits qui résultent de l'action. Le critère d'efficacité mesure l'écart entre les résultats attendus et les résultats obtenus, mesure des écarts, différence de nature.

Effet : changements observés par rapport à la situation de départ, ils dépendent donc à la fois de l'opérateur et du milieu ou il intervient ; l'évaluation prend en compte :

- le public concerné (plus large que le public cible)
- les stratégies menées par les populations
- les actions conduites par d'autres opérateurs

Impact : situation nouvelle issue de l'ensemble des changements **significatifs** et **durables, positifs** ou **négatifs, prévus** ou **imprévus** pour lesquels un lien de causalité direct ou indirect peut être établi avec l'action. L'évaluation de l'impact prend en compte la complexité des interactions entre l'action menée et la population concernée.

Définition

L'impact prendra en compte les changements dans la vie des personnes, des groupes et de leur environnement. L'impact, c'est ce qui demeure après l'action, il peut être évalué 2 ou 3 ou 5 ans après la fin de l'action, cependant plus la durée est longue, plus il est difficile de mesurer le lien de causalité. L'évaluateur juge à partir d'un système de repérage des changements et de pondération de leur importance.

Groupes concernés :

- Le public concerné,
- L'opérateur du projet,
- L'Etat et les collectivités locales, fonction des priorités des politiques nationales ou locales,
- Les bailleurs.

Le comment

Repérer et inventorier les changements, pour cela connaître la situation de départ qui servira de référence = « *base line study* » (les acteurs et leurs stratégies, les activités, les populations concernées, les autres acteurs ayant pu intervenir).

Sélectionner les effets produisant des changements significatifs et durables, or les changements provenant des effets ne sont pas toujours identifiables.

Les analyser à partir d'une **grille de lecture** commune, avec des indicateurs, d'où l'importance d'une capitalisation au cours de l'action et d'un dispositif de suivi/évaluation cohérent dans le temps pour permettre une lecture de l'évolution de l'action.

Dégager à partir des relations entre les éléments la **cohérence** des changements obtenus, et leur **dynamique**, par une analyse des écarts entre la situation constatée au moment j+1 et la situation de départ.

En conclusion

L'analyse d'impact prend en compte l'ensemble des opérateurs (opérateurs, politiques, bailleurs), elle ne peut être menée par l'ONG seule mais par un **groupe de travail rassemblant l'ensemble des partenaires**.

Compte tenu des interactions potentielles, elle n'a de sens que si elle concerne un **programme global** ou encore mieux un ensemble de programmes.

Elle est à **prévoir dès le démarrage de l'action**, pour établir une situation de référence.

Elle s'appuiera sur un dispositif de **suivi/évaluation** cohérent et organisé dans le temps avec des évaluations intermédiaires des résultats, des évaluations à plus long terme des effets, c'est le suivi qui permettra de sélectionner les effets constitutifs de l'impact, c'est-à-dire ceux qui contribuent à des changements significatifs et durables. On en dressera une grille de lecture qui mette en relation les effets obtenus. Cette grille sera composée des thèmes définis à partir des changements retenus comme constitutifs de l'impact.

Elle se situe bien dans la perspective du travail d'autoévaluation engagé aujourd'hui, dans la mesure où il fournit des outils indispensables pour ces études d'impact.

Proposition

Il s'agit de mettre en place un processus dont on pourrait voir le résultat au bout de 5 ans par exemple, ce qui nous semble une durée normale pour un enjeu de cette importance. Il répondrait à une demande récurrente des bailleurs comme des politiques, tout en fournissant aux ONG impliquées dans les programmes qui y participent, un outil de travail précieux pour orienter leurs actions.

Créer un groupe de travail qui associe EDUCASOL, les bailleurs et les institutionnels pour dresser un baromètre des changements de comportement des publics impliqués dans des programmes de solidarité. Le premier travail de ce groupe pourrait être de lancer une étude préalable des populations concernées, pour réaliser un état des lieux et dresser une situation de départ.

Ce groupe de travail aura à piloter ce qui pourrait prendre la forme d'un sondage régulier piloté par un organisme spécialisé dans les études d'opinion. Des outils de ce type existant déjà (par exemple le baromètre de la générosité des français).

Il aurait la tâche de coordonner les activités de suité évaluation des programmes qui s'associent à ce travail pour mettre en place et faire évoluer des indicateurs cohérents, afin de repérer et inventorier les changements à partir d'une analyse des effets. Il transmettrait ce travail à chaque mise à jour de l'étude d'opinion.

EDUCASOL aurait la charge de faire connaître les résultats de ce travail, aux partenaires impliqués dans ce travail et plus largement au grand public à travers les médias et la diffusion internet.

Etats de la question en Belgique : Enjeux, positionnements des acteurs.

Intervenante : Adélie Miguel Sierra (ITECO)

Il n'est pas évident de garder le sens des enjeux liés à l'ead-si car la logique institutionnelle va ailleurs ! La Déclaration de Paris a eu une influence directe sur ce qui se passe en Belgique.

Par ailleurs, il faut s'enrichir des débats menés au niveau européens. N'oublions pas que les cadres de références utilisés par les bailleurs sont (d'abord !) européens.

Enfin le fait qu'il y ait des tensions nourrit la créativité ! La période est donc favorable à la mise en place de stratégies communes sur cette question de l'évaluation des actions d'ead-si.

1) Le contexte belge

1980-1997 : une commission mixte entre administration, experts et ONG a en charge la question des évaluations des actions d'ED (éducation au développement).

Quelles évaluations mener en commun pour renforcer l'impact de la coopération ? Quel rôle des médias ? Les revues à vocation pédagogiques et de communication sont étudiées et seules les revues à vocation pédagogiques peuvent bénéficier d'un financement.

En 1997 : un nouveau secrétaire d'état à la coopération (ancien de MSF) met un coup d'accélération sur le financement de l'ED. La question de l'évaluation est au centre de ses priorités.

Beaucoup d'ONG intègrent alors l'ED. Une procédure d'agrément des ONG sur l'ED est mise en place.

Cet agrément détermine 4 missions aux ONG :

- mission de service à d'autres ONG, acteurs du Sud...
- mission éducative
- appui aux partenaires du Sud
- envoi de coopérant, volontaires...

1% du cofinancement doit être consacré obligatoirement à l'évaluation. Les acteurs associatifs ayant une entière liberté de mener l'évaluation comme ils le souhaitent. Les bailleurs de fonds ont donc impulsé la culture de l'évaluation dans le milieu des ONG.

2007 : la Déclaration de Paris change les choses.

Cette déclaration repose sur les principes suivants :

- Rendre compte – devoir de transparence auprès de l'opinion publique
- Qualité – professionnalisation : définir des critères de qualité
- Efficacité – il faut des résultats visibles
- Plus value, valeur ajoutée – il faut voir les spécificités de chacun et faciliter la fusion des acteurs
- Logique multi-acteurs – l'ONG n'est plus l'acteur central

2) Les tensions liées à la question de l'évaluation et à l'évolution des contextes

Ceci a pour effet de mettre au cœur des débats :

- les logiques d'évaluation
- le degré d'autonomie du secteur associatif et le rôle de leur fédération

Sur le terrain, on constate une forte concurrence entre les acteurs et le déplacement de leurs missions.

L'administration a toujours des problèmes sur la compréhension de l'ED. C'est de notre responsabilité à nous association de savoir communiquer sur le sens de nos actions. Les volets Nord (tout ce qui est éducatif, développement, plaidoyer) et très séparé du volet Sud (tout ce qui se fait au Sud). Cela pose problème quant à l'implication des partenaires du Sud dans les projets d'ED.

Pour être agréé ONG il faut être agréé par une boîte de consultant privé ! On est bon ou mauvais élève. Le marché de l'évaluation est de plus en plus privatisé.

Toute notre réflexion doit porter sur « la gestion axée résultats ». On est financé en fonction de résultats qui doivent être visibles.

Ce contexte met en exergue les fortes tensions existantes entre les visions différentes du développement, de l'éducation et de l'évaluation.

Exemples de tensions :

- objectivité / subjectivité
- externe / interne
- résultats / processus
- quantitatif / qualitatif
- contrôle / apprentissage
- changement individuel / changement collectif

Exemples de questions :

Comment concilier travail sur les résultats et travail sur des processus, éducatifs, donc avec des résultats inattendus par définition ! Nos publics sont-ils des citoyens !

Comment percevoir l'évaluation comme un contrôle et en même temps nous demander de montrer notre sens ?

On nous renvoie toujours à des cases : changement individuel serait plus facile que changement collectif ? Les deux sont liés.

Ces diverses tensions sont liées à une logique politique et idéologique, la même que l'on retrouve dans l'enseignement et qui sont issues de la culture dominante libérale.

3) Les potentialités à explorer

Le débat sur d'orientation de l'évaluation doit déjà avoir lieu entre nous ONG. Dans ce cadre il faut travailler aussi sur l'analyse du contexte et pas seulement sur la pédagogie. Les pistes suivantes sont certainement à creuser :

- Investir des moyens dans la recherche sur l'évaluation en ED
- Elaborer une stratégie spécifique d'évaluation adaptée aux spécificités de l'ED
- Organiser des ateliers communs de formation entre bailleurs de fonds et acteurs de l'ED
- S'appuyer et intégrer l'expertise et l'expérience en matière d'évaluation des organisations du Sud et des différents acteurs éducatifs du Nord
- Développer une culture de l'évaluation au sein de nos propres organisations au-delà de l'obligation de rendre des comptes
- Construire des référentiels communs (sur les aptitudes sollicitées et non pas sur les activités)

Synthèse et conclusion de la journée

Par Anne Kaboré (Educasol)

Le fait qu'il y est des tensions (explicites et sous-jacentes à l'intérieur d'une même catégorie d'acteurs et entres des catégories différentes) nourrit la créativité collective et nous met en situation de devoir élaborer des réponses stratégiques nous rappelait Adélie, la période est donc favorable pour qu'Educasol et ses partenaires renforcent leur travail sur le champ de l'évaluation des actions d'ead-si.

Dans cette perspective voici les différentes pistes de travail qui se dégagent de la journée :

Faciliter l'utilisation ultérieure du guide et du répertoire.

Travailler sur la formation.

Réfléchir sur les **liens entre acteurs de terrain et têtes de réseaux** dans la perspective de renforcer les capacités de chacun à évaluer des actions d'ead-si et des dispositifs plus larges.

Travailler sur la diffusion d'**une culture de l'évaluation** : mieux valoriser et diffuser les processus d'évaluation déjà existants et aussi savoir être modestes (exemple : savoir arrêter une évaluation dont on n'arrive pas à déterminer les questions évaluatives).

Intérêt de l'**auto-évaluation accompagnée** : un formateur met à disposition des capacités méthodologiques sans prendre la responsabilité des conclusions de l'évaluation. Ceci nécessite que cet accompagnateur soit bien au courant du contexte et des enjeux de l'ead-si.

Complémentarité entre auto-évaluation et travail sur l'impact : le suivi évaluation (qui est une forme d'auto-évaluation) permet une mise en valeur des effets et ce travail préalable permet ensuite de déterminer sur quels types d'impacts on peut travailler.

Un challenge dont Educasol pourrait porter l'initiative : mettre en place un processus qui permette de travailler ensemble (avec les différentes parties prenantes de l'ead-si) à **un outil (collectif) d'analyse d'impact**.

S'enrichir des débats et travaux réalisés au **niveau européen**.

En Belgique ce sont les bailleurs de fond qui ont impulsé la culture de l'évaluation (ex : 1% du financement accordé aux ONG doit être consacré à un programme d'évaluation que l'ONG est libre de mener comme elle l'entend).

Pas évident de garder le sens des enjeux d'ead-si car la logique institutionnelle va ailleurs ! **C'est de notre responsabilité à nous ONG, de savoir communiquer sur le sens de nos actions.**

Il faut déjà entre ONG avoir un débat de fond sur l'orientation de l'évaluation et travailler sur **l'analyse du contexte global, et pas seulement sur la dimension pédagogique de l'ead-si**.

Attention à la culture (impulsée par la déclaration de Paris et dominante dans un contexte de culture libérale) **de la gestion axée résultats (GAR)** ! Comment concilier le travail sur les résultats avec un travail d'analyse de processus éducatif dont par définition les résultats sont inattendus !

- - -